

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 10 MARS 2016

DELIBERATION N°CC/2016.00064

DELEGATION CADRE ACCORDEE AU PRESIDENT POUR LA DECISION DE RECOURIR A L'EMPRUNT ET AUX OPERATIONS DE COUVERTURE

Le Conseil Communautaire a été convoqué le 04 mars 2016

Nombre de membres en exercice : 131

Nombre de présents : 106

Nombre de pouvoirs : 20

Nombre de voix : 126

Délibération affichée le : 18 mars 2016

Membres titulaires présents :

M. Gilles ARTIGUES, Mme Nicole AUBOURDY, M. Jean-François BARNIER, M. Jean-Alain BARRIER, M. Denis BARRIOL, M. Michel BEAL, M. Jean-Pierre BERGER, M. Eric BERLIVET, Mme Nora BERROUKECHE, Mme Jennifer BONJOUR, M. Vincent BONY, M. Lionel BOUCHER, M. Henri BOUTHEON, Mme Hélène BRUYERE, Mme Laurence BUSSIERE, M. Régis CADEGROS, Mme Stéphanie CALACIURA, M. Paul CELLE, M. Denis CHAMBE, Mme Catherine CHAPRON, Mme Emmanuelle CHAROLLAIS-CHEYTION, M. Jean-Jacques CHARROIN, M. Jean-Claude CHARVIN, M. Marc CHASSAUBENE, M. Marc CHAVANNE, Mme Suzanne CHAZELLE, M. Jean-Noël CORNUT, M. Paul CORRIERAS, Mme Alexandra CUSTODIO, Mme Anne DE BEAUMONT, M. Gabriel DE PEYRECAVE, M. Jean-Luc DEGRAIX, Mme Marie-Pascale DUMAS, M. Gilles ESTABLE, Mme Marie-Dominique FAURE, M. Marc FAURE, M. Bernard FAUVEL, M. Christophe FAVERJON, Mme Annick FAY, M. Pierre FAYOL NOIRETERRE, M. Christian FAYOLLE, Mme Sylvie FAYOLLE, M. Jean-Claude FLACHAT, Mme Andonella FLECHET, Mme Nicole FOREST, M. Luc FRANCOIS, Mme Michelle GALLAND, M. Michel GANDILHON, M. Pascal GARRIDO, Mme Ramona GONZALEZ GRAIL, M. Roland GOUJON, M. Rémy GUYOT, M. Daniel JACQUEMET, M. Marc JANDOT, Mme Raphaëlle JEANSON, M. Raymond JOASSARD, Mme Christiane JODAR, M. Christian JULIEN, M. Robert KARULAK, M. Samy KEFI-JEROME, Mme Corinne L'HARMET-ODIN, M. Bernard LAGET, Mme Marie-Josèphe LAULAGNET, M. Yves LECOCQ, Mme Hélène LETIEVANT-PIBAROT, M. Claude LIOGIER, M. Julien LUYA, M. Michel MAISONNETTE, M. Gérard MANET, Mme Caroline MONTAGNIER, M. Yves MORAND, Mme Catherine NAULIN, Mme Michèle NIEBUDKOWSKI, Mme Djida OUCHAOUA, M. Jean-Marc PANGAUD, M. Yves PARTRAT, M. Jean-Michel PAUZE, M. Gilles PERACHE, M. Gaël PERDRIAU, Mme Fabienne PERRIN, M. Marc PETIT, M. Florent PIGEON, M. Jean-Philippe PORCHEROT, M. Hervé REYNAUD, Mme Joëlle RICARD, M. Jean-Paul RIVAT, Mme Christiane RIVIERE, M. Marc ROSIER, M. Jean-Louis ROUSSET, Mme Janine RUAS, M. Jean-Claude SCHALK,

REGISTRE EN PREFECTURE

Le 18 mars 2016

VIA DOTELEC - iXBus

M. Alain SCHNEIDER, Mme Nadia SEMACHE, M. Joseph SOTTON, M. Gérard TARDY,
M. Jean-Marc THELISSON, Mme Marie-Christine THIVANT, Mme Sylvie THIZY,
M. Gilles THIZY, Mme Lucie THOMAS, M. Daniel TORGUES, M. Stéphane VALETTE,
M. Alain VERCHERAND, Mme Anne-Françoise VIALON, M. Enzo VIVIANI,
M. Georges ZIEGLER

Pouvoirs :

Mme Michèle BISACCIA donne pouvoir à M. Jean-Michel PAUZE,
Mme Marie-Christine BUFFARD donne pouvoir à Mme Nicole AUBOURDY,
Mme Patricia CORTEY donne pouvoir à M. Marc CHAVANNE,
Mme Joëlle COUSIN donne pouvoir à M. Denis BARRIOL,
M. André FRIEDENBERG donne pouvoir à Mme Nadia SEMACHE,
Mme Marie-Eve GOUTELLE donne pouvoir à M. Michel BEAL,
Mme Laurence JUBAN donne pouvoir à Mme Michelle GALLAND,
Mme Siham LABICH donne pouvoir à M. Marc CHASSAUBENE,
Mme Eliane LEGROS donne pouvoir à M. Gérard TARDY,
M. Olivier LONGEON donne pouvoir à Mme Anne DE BEAUMONT,
Mme Babette LUYA donne pouvoir à M. Julien LUYA,
M. Pascal MAJONCHI donne pouvoir à Mme Catherine NAULIN,
Mme Brigitte MASSON donne pouvoir à Mme Christiane JODAR,
Mme Nathalie MATRICON donne pouvoir à M. Luc FRANCOIS,
Mme Annick ROATTINO donne pouvoir à M. Marc ROSIER,
Mme Christine ROUX donne pouvoir à M. Paul CELLE,
Mme Monique ROVERA donne pouvoir à Mme Jennifer BONJOUR,
M. Lionel SAUGUES donne pouvoir à Mme Caroline MONTAGNIER,
M. Maurice VINCENT donne pouvoir à M. Florent PIGEON,
Mme Catherine ZADRA donne pouvoir à Mme Nora BERROUKECHE

Membres titulaires absents excusés :

M. Olivier BROUILLOUX, Mme Delphine JUSSELME, Mme Pascale MARRON,
Mme Stéphanie MOREAU, Mme Marie-Hélène THOMAS

Secrétaire de Séance :

M. Marc CHASSAUBENE

DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 10 MARS 2016

DELEGATION CADRE ACCORDEE AU PRESIDENT POUR LA DECISION DE RECOURIR A L'EMPRUNT ET AUX OPERATIONS DE COUVERTURE

La Communauté Urbaine de Saint-Etienne Métropole mène une politique de gestion active de sa dette, avec l'objectif de sécuriser et minimiser la charge financière supportée par la collectivité, dans le cadre de la circulaire IOCB1015077CC du 25/06/2010, relative au régime des délégations en matière d'emprunt et d'instrument financiers de couverture.

La présente délibération a pour objectif, d'une part, de définir le cadre dans lequel s'inscrit cette gestion active de la dette et, d'autre part, présenter en annexe 1 un compte-rendu des opérations réalisées en 2015 avec un panorama de l'encours de dette.

Article 1 :

Le Conseil de Communauté donne délégation au Président pour contracter les produits nécessaires à la couverture du besoin de financement de la collectivité, à la sécurisation de son encours et à la réalisation des contrats de trésorerie, conformément aux termes de l'article L.5211-10 du C.G.C.T. dans les conditions et limites ci-après définies :

Article 2 :

Au 01/01/2016, l'encours de la dette présente les caractéristiques suivantes :

↳ L'encours total de la dette actuelle s'élève à 446,54 M€ y compris l'assainissement, et à 397,02 M€ hors assainissement. Elle se répartit de la manière suivante :

- Budget principal : 322,23 M€ *dont 2,50 M€ de dette transférée (voirie)*
- Budget des zones industrielles : 3,20 M€
- Budget des transports : 71,59 M€
- Budgets de l'assainissement : 49,52 M€

↳ La ventilation de la dette actuelle, y compris les swaps, en appliquant la double échelle de cotation fondée sur l'indice sous-jacent et la structure, est la suivante :

- 395 193 862,88 € soit 88,50 % de dette classée 1-A (183 contrats d'emprunt)
- 515 190,99 € soit 0,12 % de dette classée 1-B (2 contrats d'emprunt)
- 569 653,48 € soit 0,13 % de dette classée 4-B (1 contrat d'emprunt)
- 379 518,97 € soit 0,08 % de dette classée 1-E (1 contrat d'emprunt)
- 526 923,10 € soit 0,12 % de dette classée 4-E (1 contrat d'emprunt)

- 33 219 696,79 € soit 7,44 % de dette classée 3-F (2 contrats de swap)
- 182 190,89 € soit 0,04 % de dette classée 4-F (2 contrats d'emprunt)
- 15 957 291,81 € soit 3,57 % de dette classée 6-F (2 contrats de swap)

Article 3 :

Pour réaliser tout investissement, et dans la limite des sommes inscrites chaque année au budget, le Président reçoit délégation aux fins de contracter :

DES INSTRUMENTS DE COUVERTURE

→ Stratégie d'endettement

Compte tenu des incertitudes et des fluctuations qu'est susceptible de subir le marché, Saint-Etienne Métropole pourrait recourir à des instruments de couverture afin de se protéger contre d'éventuelles hausses des taux ou au contraire afin de profiter d'éventuelles baisses.

Ces instruments permettent de modifier un taux (contrats d'échange de taux ou swap), de figer un taux (contrats d'accord de taux futur ou FRA, contrat de terme contre terme ou FORWARD/FORWARD), de garantir un taux (contrats de garantie de taux plafond ou CAP, contrats de garantie de taux plancher ou FLOOR, contrat de garantie de taux plafond et de taux plancher ou COLLAR).

Les réaménagements sur les opérations de couverture qui pourraient être réalisées auront toujours pour objectif de sécuriser partiellement ou totalement l'encours.

→ Caractéristiques essentielles des contrats

Il pourra être envisagé, dans un souci d'optimisation et de sécurisation de la dette et dans le cadre des dispositions des circulaires interministérielles IOCB1015077CC du 25 juin 2010, de recourir à des opérations de couverture des risques de taux qui pourront être :

- des contrats d'échange de taux d'intérêt (SWAP),
- et/ou des contrats d'accord de taux futur pour figer un taux (FRA),
- et/ou contrats de terme contre terme pour figer un taux (FORWARD/FORWARD),
- et/ou des contrats de garantie de taux plafond (CAP),
- et/ou des contrats de garantie de taux plancher (FLOOR),
- et/ou des contrats de garantie de taux plafond et de taux plancher (COLLAR).

Le Conseil communautaire autorise les opérations de couverture sur les contrats d'emprunts constitutifs du stock de dette (dont la liste figure en annexe 2), ainsi que sur les emprunts nouveaux ou de refinancement à contracter.

La durée des contrats de couverture ne pourra excéder la durée résiduelle des emprunts auxquels les opérations sont adossées.

Egalement, les opérations de couverture sont toujours adossées aux emprunts constitutifs de la dette et le montant de l'encours de la dette sur lequel portent les opérations de couverture ne peut excéder l'encours global de la dette de la collectivité.

Les index de référence des contrats d'emprunt et des contrats de couverture pourront être :

- l'EONIA et ses dérivés (T4M, TAG, TAM),
- l'EURIBOR,

- le TMO et TME,
- Livret A, LEP,
- l'OAT, le TEC,
- le taux fixe.

Pour l'exécution de ces opérations, il est procédé à la mise en concurrence d'au moins deux établissements spécialisés.

Des primes ou commissions pourraient être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers.

DES PRODUITS DE FINANCEMENT

→ Stratégie d'endettement

Compte tenu des incertitudes et des fluctuations qu'est susceptible de subir le marché, Saint-Etienne Métropole souhaite pouvoir recourir à des produits de financement dont l'évolution des taux doit être limitée.

Dans la limite des crédits ouverts au budget 2016, les nouveaux emprunts et les éventuels réaménagements d'emprunts seront réalisés conformément au tableau des risques mentionné dans la charte Gissler.

→ Caractéristiques essentielles des contrats

Il vous est proposé, dans le souci d'optimiser la gestion de la dette et dans le cadre des dispositions des circulaires interministérielles IOCB1015077CC du 25 juin 2010, de recourir à des produits de financement qui pourront être :

- des emprunts obligataires,
- et/ou des emprunts classiques : taux fixe ou taux variable sans structuration.

La durée des produits de financement ne pourra excéder 50 ans en fonction de la durée de vie du bien à financer. Les contrats seront libellés en euros.

Les index de référence des contrats d'emprunts pourront être :

- l'EONIA et ses dérivés (T4M, TAG, TAM)
- l'EURIBOR,
- le TMO et TME,
- Livret A, LEP,
- l'OAT, le TEC,
- le taux fixe.

Pour l'exécution de ces opérations, il est procédé à la mise en concurrence d'au moins deux établissements spécialisés.

Des primes ou commissions pourraient être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers, tel que :

- les commissions à la mise en place de l'emprunt,
- les commissions de non-utilisation.

DES PRODUITS DE REAMENAGEMENT DES ENCOURS EXISTANTS

Saint-Etienne Métropole souhaite pouvoir souscrire des produits de refinancement en substitution des contrats existants.

Ces produits de refinancement auront pour objectifs l'optimisation des frais financiers, la sécurisation de la dette, le rééquilibrage de la structure de la dette.

Ils permettront de modifier :

- le taux,
- l'index,
- la marge appliquée sur l'index,
- la périodicité,
- le profil d'amortissement,
- la durée résiduelle.

Ils porteront sur :

- des contrats classés dans le tableau des risques de la charte Gissler,
- des contrats classés hors charte, dès lors qu'il s'agit de l'encours de dette structurée existant au 01/01/2016 et dans la mesure où il s'agit d'opérations permettant de geler le(s) coupon(s) de certaines échéances ou d'améliorer les niveaux de barrière retenus dans les formules de détermination de taux.

→ Caractéristiques essentielles des contrats

Il vous est proposé, dans le souci d'optimiser la gestion de la dette et dans le cadre des dispositions des circulaires interministérielles IOCB1015077CC du 25 juin 2010, de recourir à des produits de financement qui pourront être :

- des emprunts obligataires,
- et/ou des emprunts classiques : taux fixe ou taux variable sans structuration,
- et/ou des barrières sur Euribor,
- et/ou des emprunts structurés pour refinancer la dette structurée au 01/01/2016 dès lors qu'ils n'auront pas pour effet de dégrader le classement des emprunts existants au regard de la classification de la charte Gissler.

Le montant du prêt ne pourra pas excéder le montant du capital restant dû augmenté des éventuelles indemnités de remboursement anticipé.

DES PRODUITS DE TRESORERIE

Afin de pallier aux besoins de trésorerie ponctuels de Saint-Etienne Métropole, il vous est proposé d'avoir la capacité de recourir à des lignes de trésorerie pour un montant maximum de 20 M€.

Les index de référence de la ligne de trésorerie pourront être :

- l'EONIA et ses dérivés (T4M, TAM, TAG),
- l'EURIBOR.

Des primes ou commissions pourraient être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers, tel que :

- les commissions à la mise en place de la ligne de trésorerie,
- les commissions de non-utilisation.

Le Conseil de Communauté, après en avoir délibéré :

- autorise Monsieur le Président, ou son représentant dûment habilité, à :
 - lancer des consultations auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue pour ce type d'opérations,
 - retenir les meilleures offres au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser,
 - passer les ordres pour effectuer l'opération arrêtée,
 - résilier les éventuelles opérations,
 - signer les contrats de couverture répondant aux conditions posées aux articles précédents,
 - signer les contrats d'emprunt répondant aux conditions posées aux articles précédents,
 - définir le type d'amortissement,
 - procéder à des tirages échelonnés dans le temps, à des remboursements anticipés et/ou consolidation,
 - procéder à des réaménagements d'emprunts répondant aux conditions posées aux articles précédents,
 - conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs caractéristiques ci-dessus,
 - signer les contrats d'ouverture de ligne de trésorerie d'un montant maximum de 20 M€,
 - subdéléguer par voie de décision ou d'arrêté, dans la limite des pouvoirs ci-dessus énumérés, à toute personne que le Président jugerait compétente.

Les autorisations sont valables pour une année.

Il sera rendu compte au Conseil communautaire de l'usage qui aura été fait de cette autorisation.

Des annexes sur la dette et les opérations de couverture seront jointes au Compte Administratif ainsi qu'au Budget Primitif de chaque exercice.

Ce dossier a été adopté à l'unanimité avec 2 abstentions.

Pour extrait,
Le Président,



Gaël PERDRIAU